



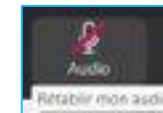
MATIÈRES ET DÉCHETS
RADIOACTIFS :
PLAN 2027-2031

Coûts et financements de la gestion des mat res et déchets radioactifs

12 novembre- Visioconférence

Bienvenue à toutes et tous !

Vos micros sont désactivés par défaut, vous pourrez les rétablir lors des temps d'échanges.



Nous vous invitons à **vous renommer** en indiquant votre **prénom, nom** et éventuellement votre **organisme / association / entreprise**. Pour cela, ouvrez la fenêtre « Participants », faites glisser votre souris à droite de votre nom et cliquez sur les « ... », puis sur « Renommer ».

Pour prendre la parole au cours des temps d'échanges, vous pouvez **lever la main** en cliquant sur « Réagir », puis « Lever la main ».



N'hésitez pas à **réagir dans le tchat** pour poser des **questions**, exprimer votre **avis**, ou nous signaler des difficultés techniques.



La rencontre est enregistrée : la vidéo sera mise en ligne sur le site du débat.

Introduction générale

Objectifs du webinaire

- Clarifier et informer sur les coûts de la gestion des déchets nucléaires.
- Comprendre les enjeux sur l'évaluation et la transparence du financement actuel et à venir.
- Faire émerger des recommandations pour le prochain PNGMDR

Déroulé – 18h-20h

Présentation du cadre du débat et du webinaire, par l'équipe du débat

Séquence 1 : Le cadre général : comprendre les coûts des déchets nucléaires

Présentation de la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) et de la Cours des Comptes

Temps d'échanges

Rapport d'étonnement du groupe citoyen

Séquence 2 : Quels enjeux et défis sur le coût des déchets nucléaires?

Table ronde entre la DGEC, l'Andra, EDF, Orano et Greenpeace

Temps d'échanges

Conclusion

Règles du jeu

1. Écoute et accueil respectueux de la parole de chacun·e

À l'égard de toutes les personnes présentes (intervenant·es, participant·es et équipe d'animation) ainsi qu'à l'écrit dans le tchat.

2. Des propos argumentés et compréhensibles

Le débat s'adresse à un public large (principe d'inclusion), merci de veiller à adopter un langage clair et non technique à l'oral comme à l'écrit.

3. Concision et respect des temps de parole

Le suivi du temps sera visible pour l'ensemble des prises de parole

4. Transparence et traçabilité des échanges

Chacun·e est invité·e à se présenter lors de sa première prise de parole.

L'enregistrement et la retranscription du webinaire seront publiés sur le site du débat. Si vos questions sont restées sans réponse, n'hésitez pas à les déposer sur la plateforme participative du débat

5. Inclusion

Tous les participants et participantes sont légitimes à s'exprimer quel que soit leur niveau de connaissance des sujets

Faisons connaissance !



Le débat public sur le PNGMDR

Le débat sur le PNGMDR

- ❑ Il porte sur l'élaboration de la 6^e édition du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs
- ❑ Le maître d'ouvrage de ce plan est la DGEC
- ❑ Le débat public se déroule jusqu'au 10 février
- ❑ Ce webinaire est le 4^e webinaire thématique

Pourquoi ce sujet ?

Parce qu'il s'agit d'une question centrale et très attendue du débat public « Matières et Déchets Radioactifs : plan 2027-2031 » :

Combien cela coûte-t-il réellement ? Qui paie aujourd'hui... et qui paiera demain ?

Les enjeux au cœur du webinaire :

- Comprendre les notions des dépenses et des provisions : quelles sommes sont engagées chaque année pour la gestion des déchets et le démantèlement des installations ?
- Transparence et responsabilités : qui décide, qui contrôle et qui finance ?
- Conséquences pour la société : impact sur le prix de l'électricité, la fiscalité, et la dette transmise aux générations futures.

Objectif :

- Un rendez-vous essentiel pour éclairer un sujet complexe souvent perçu comme opaque, et donner à chacun les clés pour comprendre les choix financiers et leurs impacts à long terme.

1

Le cadre général : comprendre les coûts des matières et déchets nucléaires

1

Brieuc PETIT COHAS

Chef du bureau des politiques publiques et des tutelles au sein de la sous-direction de l'industrie nucléaire

Direction générale de l'énergie et du climat - DGEC



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



DÉBAT PUBLIC SUR LE PLAN NATIONAL DE GESTION DES MATIÈRES ET DES DÉCHETS RADIOACTIFS (PNGMDR) - 6^e ÉDITION

Webinaire « Coûts et financements » – Présentation du maître d'ouvrage

Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC)

12 novembre 2025

Le principe pollueur-payeur

Article 4 de la **Charte de l'environnement** adossée à la Constitution : « *toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement* ».

En application de ce principe, le financement de la gestion des matières et des déchets radioactifs est assuré par les exploitants nucléaires.



Les dépenses de gestion des matières et des déchets radioactifs couvrent les activités de collecte, transport, traitement et conditionnement, entreposage et stockage.



Pour le projet Cigéo, ce principe est notamment mis en œuvre au travers de plusieurs fonds dédiés alimentés par les contributions des exploitants, notamment sous la forme de taxes spécifiques.



La sécurisation des dépenses futures



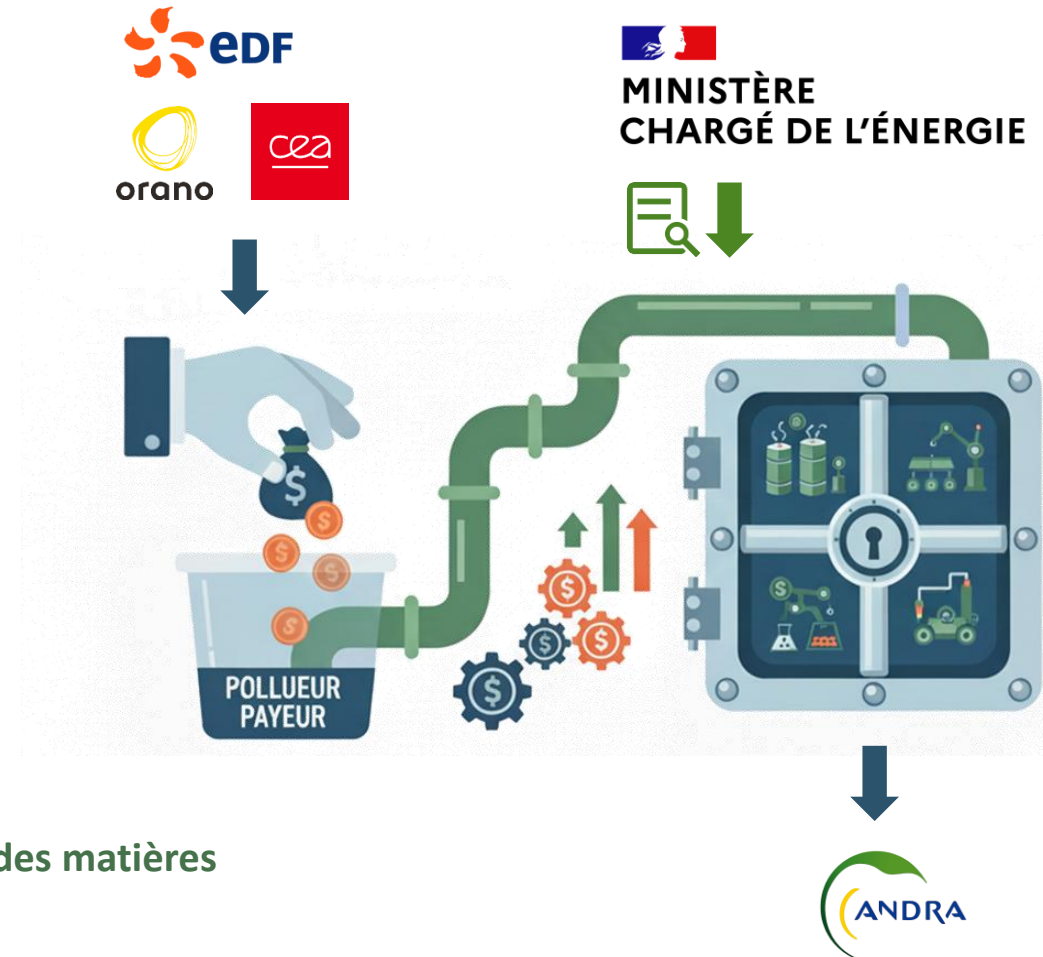
Des délais importants peuvent séparer la vie d'une installation nucléaire et les opérations de démantèlement ou de gestion des déchets radioactifs associés.

Art. L. 594-1 et suivants du code de l'environnement

Les exploitants ont l'obligation de constituer des **provisions financières** pour les charges nucléaires de long terme, couvertes par des **actifs dédiés**.

- L'évaluation des charges doit être **prudente**
- Les actifs dédiés doivent être **cantonnés et sécurisés**
- L'autorité publique **contrôle** et peut prescrire des modifications aux exploitants ou leur imposer des sanctions

Le respect de ces principes permet de ne pas reporter la charge de la gestion des matières et des déchets radioactifs sur les générations futures.



Les ordres de grandeurs

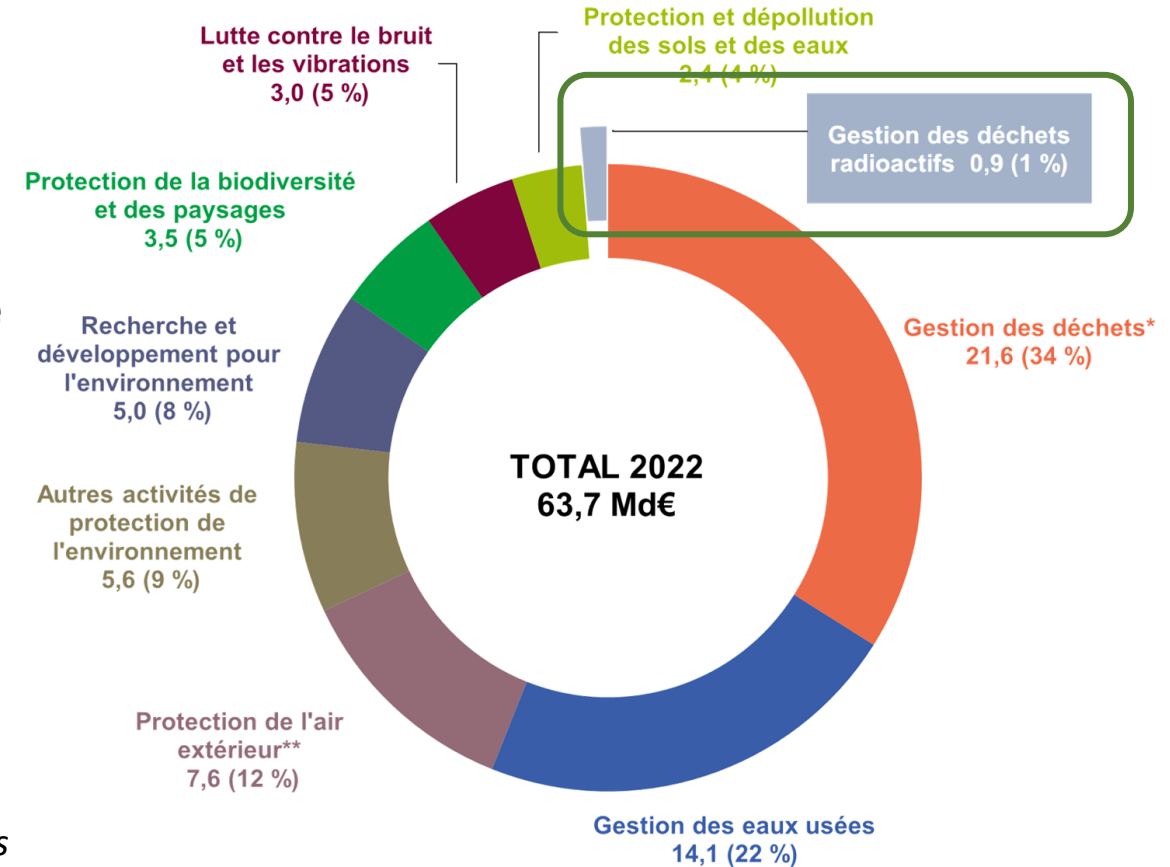
En 2022, **859 millions d'euros** ont été consacrés à la gestion des déchets radioactifs d'origine civile en France.

Ces dépenses sont relativement stables depuis 2005 et représentent **de l'ordre de 1 % des dépenses de protection de l'environnement** en France.

Les dépenses futures sont évaluées à près de **80 milliards d'euros** pour la gestion des combustibles usés et des déchets et à environ **55 milliards d'euros** pour les opérations de démantèlement.



*En application du principe d'actualisation, les provisions constituées à ce titre par les exploitants représentent **de l'ordre de 70 milliards d'euros**.*



Les travaux en cours



PNGMDR 2022-2026

Plusieurs actions (« ECO.1 » et « ECO.2 ») du plan en vigueur visent à améliorer la prise en compte des enjeux économiques de la gestion des matières et des déchets radioactifs

- Renforcer l'**information public** sur les coûts de gestion des déchets radioactifs et le mécanisme de financement des charges de long terme
- Mettre en perspective les coûts associés à différentes options de gestion en vue d'**alimenter la prise de décision**

Art. L. 542-12 du code de l'environnement

Le ministre chargé de l'énergie fixe par arrêté, sur proposition de l'Andra, l'**évaluation des coûts** afférents à la mise en œuvre des solutions de gestion à long terme des déchets radioactifs de haute et de moyenne activité à vie longue (HA-MAVL) – **projet Cigéo**).

Cette évaluation est mise à jour à chaque grande étape du projet et est utilisée pour le calcul des provisions des exploitants. Elle a été établie à 25 Md€₂₀₁₁ en 2016 et est **en cours de révision**.



1

Noemie HOUARD

Alain SLAMA

Natalie COMMEAU

Rapporteurs à la Cour des comptes

Échanges : Vos réactions, questions, points de vue

Rapport d'étonnement du Groupe Citoyen

1

Murielle et Joël

Représentant.e.s du groupe citoyen

2

Quels enjeux et défis sur le coût des matières et déchets nucléaires?

2

Brieuc PETIT COHAS

Chef du bureau des politiques publiques et des tutelles au sein de la sous-direction de l'industrie nucléaire

Direction générale de l'énergie et du climat - DGEC

Jean-Michel ROMARY

Directeur de la Programmation stratégique, démantèlement et déchets
ORANO

Henri LE MONIÈS DE SAGAZAN

Délégué Direction Ligne Projet Filières Déchets
EDF

Gaëlle SAQUET

Secrétaire générale
ANDRA

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique
GREENPEACE

2

Question 1

Clarification matières et déchets : quels sont les impacts de cette classification pour les coûts de gestion ?

2

Gaëlle SAQUET

Secrétaire générale
ANDRA

Jean-Michel ROMARY

Directeur de la Programmation stratégique, démantèlement et déchets
ORANO

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique
GREENPEACE

2

Gaëlle SAQUET

Secrétaire générale

ANDRA

Les différentes étapes d'un chiffrage

La nécessité d'études techniques préalables



Un exemple : les études concernant le chiffrage de l'inventaire de réserve de Cigéo 

La nécessité d'études techniques préalables

Un exemple : les études concernant le chiffrage de l'inventaire de réserve de Cigéo

➔ Deux scénarios liés à l'inventaire de réserve considérés pour les études d'adaptabilité : un scénario de multi-recyclage et un scénario de stockage de combustibles usés, tenant compte dans les deux cas :

- D'un allongement à 60 ans de la durée de fonctionnement des réacteurs du parc électronucléaire (+10 ans par rapport aux hypothèses considérées pour l'inventaire de référence)
- Du déploiement de six nouveaux réacteurs EPR2 associés à une durée de fonctionnement de 60 ans

La comparaison des études préliminaires réalisées pour ces deux scénarios permet d'identifier l'impact de la prise en compte de combustibles usés dans Cigéo :

- pris en compte dans l'Inventaire de réserve : environ 76 000 colis de combustibles usés (~19 000 m³)
- extension du quartier de stockage HA pour accueillir les combustibles usés
➔ Impact sur l'emprise du stockage HA+CU : environ +50%
- adaptation des moyens de manutention en surface et en souterrain
- ...

Volume de déchets en m3	Multi-recyclage	Arrêt du recyclage
MA-VL	~ 84 000	~ 72 500
HA	~ 13 500	~ 6 700
Combustibles usés	-	~ 19 000
TOTAL	~ 97 500	~ 98 200

➔ Impact sur le chiffrage de Cigéo du stockage de combustibles usés selon ces études préliminaires : environ +20%

2

Jean-Michel ROMARY

Directeur de la Programmation stratégique,
démantèlement et déchets

ORANO

Classification matière-déchets

L'URANIUM APPAUVRI

Sous-produit de services d'enrichissement réalisés pour le compte de ses clients

- ✓ **Propriété Orano** en cohérence avec la pratique internationale du marché de l'enrichissement
- ✓ Un stock de 341 000 tU à fin 2023 (Inventaire National, Les Essentiels 2025)

Une gestion de la matière sûre et maîtrisée

- ✓ Défluoration de la matière pour produire de l' U_3O_8 , sa forme la plus stable (matière solide, chimiquement stable, incombustible et non corrosive)
- ✓ Conditionnement en conteneur métallique
- ✓ Entreposage sur les sites Orano du Tricastin et de Bessines

Plusieurs voies de valorisation

- ✓ Valorisation par production de **combustible MOX** : > 100 t/an
- ✓ Valorisation par **ré-enrichissement** : **plus de 60 000 t déjà valorisées** et gisement français équivalent à 66 000 t d'uranium naturel (Unat) directement « exploitable », correspondant à 8-9 ans de consommation annuelle du parc français actuel
- ✓ Future valorisation sous forme de **combustible MOX-RNR**
- ✓ Pour des **applications hors production nucléaire**, des projets de R&D visant l'exploitation des propriétés physico-chimiques de l'uranium (densité, catalyse, électrochimique, thermique)

En tant que matière, l'uranium appauvri ne fait pas l'objet de provisions de fin de cycle en fonds dédiés

Les coûts de gestion associés à cette matière, tels que son entreposage, relèvent des charges d'exploitation

- ✓ ~14,5 €/tU/an → ~5 M€/an (année 2023)



SI CETTE MATIÈRE ÉTAIT DÉCRÉTÉE DÉCHET ...

- ✓ **Exclusion de cette substance du marché mondial de l'uranium**
- ✓ **Sans modification de la pratique commerciale internationale, fin des contrats étrangers d'enrichissement, l'uranium appauvri devrait être renvoyé automatiquement vers les clients d'Orano**
→ **fin de la filière française d'enrichissement**
- ✓ **Fin des exportations, donc des possibilités de valorisation à l'étranger du stock actuel, et freins sur les programmes de recherche**
- ✓ **Provisionnement immédiat des futurs coûts de stockage au détriment des investissements dans l'outil industriel**
- ✓ **Recherche et mise en exutoire définitif (stockage FAVL ?) → potentielle irréversibilité du choix selon le conditionnement choisi**
 - ✓ Orano a contribué aux études de faisabilité du stockage d'uranium appauvri menées par l'Andra à titre conservatoire dans le cadre du PNGMDR 2016-2018
 - ✓ Entreposage sûr maintenu sur le long terme

2

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique
GREENPEACE

Question n°1

Clarification matières et déchets : quels sont les impacts de cette classification pour les coûts de gestion ?

Tableau 4. Évaluation du coût d'une requalification de matières en déchets

Données 2017	tML	Types de déchets	M ³ équivalent	Coût brut (K€)		
URT (tML)	30 500	FAVL	26 840	346 236	➔	34 600 tML
Uapp (tML)	315 000		225 000	2 902 500	➔	341 000 tML
UNE (tML) usés	11 482	HAVL	34 102	11 837 942	➔	11 000 tML
URE (tML) usés	631		1 874	650 561	➔	625 tML
MOX usés et en cours d'utilisation	2 381		7 072	2 454 811	➔	2 885 tML
Total matières	359 994		294 888	18 192 050		+ 18.5 milliards d'€

Source : tableau Greenpeace à partir des données de l'ANDRA-INB 2019, EDF-Rapport triennal 2019

Question n°1

Clarification matières et déchets : quels sont les impacts de cette classification pour les coûts de gestion ?

→ Des perspectives réelles de réutilisation de ces matières valorisables très incertaines voire illusoires :

◆ **Incapacité du moxage à réduire les quantités de matières :**

- les stocks d'Uapp ont progressé de 8 % depuis 2017
- importation d'Uapp de Lingen (Allemagne)
- absence de critères sur la qualité des matières entreposées (valable aussi pour le Pu)

◆ **Réacteurs à neutrons rapides, l'éternel mythe de la filière nucléaire :**

- des prototypes dès 1946 aux Etats-Unis (Clementine) et 1961 en France (Rachel)
- quelques démonstrateurs en fonctionnement dans le monde mais toujours pas de réacteur mature en série
- des coûts d'électricité totalement incertains et potentiellement faramineux

◆ **les SMR, la nouvelle promesse de la filière nucléaire**

“

« Considérant qu'à partir du moment où des doutes sérieux concernant les possibilités de valorisation d'une substance radioactive existent, il est nécessaire de mettre en place des garanties assurant que la charge financière de sa gestion ultérieure n'incombera pas aux générations futures »

Autorité de Sûreté Nucléaire, avis de 2016

2

Question 2

Les provisions actuelles couvrent-elles vraiment les coûts futurs ? L'argent d'aujourd'hui vaut-il plus ou moins que celui de demain ?

2

Brieuc PETIT COHAS

Chef du bureau des politiques publiques et des tutelles au sein de la sous-direction de l'industrie nucléaire
Direction générale de l'énergie et du climat - DGEC

Henri LE MONIÈS DE SAGAZAN

Délégué Direction Ligne Projet Filières Déchets
EDF

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique
GREENPEACE

2

Brieuc PETIT COHAS

Chef du bureau des politiques publiques et des tutelles au sein de la sous-direction de l'industrie nucléaire

Direction générale de l'énergie et du climat - DGEC

2

Henri LE MONIÈS DE SAGAZAN

Délégué Direction Ligne Projet Filières Déchets
EDF

Débat Public PNGMDR

Les provisions actuelles couvrent-elles vraiment les coûts futurs ? L'argent d'aujourd'hui vaut-il plus ou moins que celui de demain ?

Webinaire- 12 novembre 2025





Provisions et actifs dédiés pour la gestion des déchets

Correspondant à
40 Mds€ de
dépendances futures

← **14,2 Mds€**

Entreposages, transport,
surveillance après fermeture,
accompagnement
économique (~20%)

Stockage direct du
combustible utilisé non
recyclable dans les
installations existantes
(~10%)

Cigéo (~70%)



Provision
Gestion des déchets
31/12/2024

Tous les coûts (Conditionnement, entreposage, transport, stockage, surveillance, études d'installations, R&D,...), liés à la gestion des déchets **produits ou à produire** à partir des équipements, matériels ou combustibles irradiés à date, sont **d'ores et déjà provisionnés** dans les comptes d'EDF.

Gestion des déchets
HA-MAVL
10,5 Mds€

Gestion des déchets
FAVL
0,4 Mds€

Gestion des déchets
TFA et FMA (VC)
3,3 Mds€

- **Les provisions pour la gestion des déchets sont couvertes et sécurisées par des actifs dédiés**, au même titre que la déconstruction des centrales.
- **Le taux d'actualisation retenu est de 4,5%**. Le rendement des actifs dédiés sur les 5 dernières années est de 6,1% en moyenne.
- **La gestion de ces actifs dédiés est encadrée par la réglementation** (critère de liquidité, de diversification, de sécurité).
- Le moment venu, les actifs dédiés sont revendus de manière à financer les dépenses de gestion des déchets.
- **Ce dispositif fait l'objet d'un suivi strict et régulier de la part de l'Etat.**

De manière équivalente, EDF a provisionné 17,5 Mds€ pour la gestion des combustibles usés



Correspondant à
25 Mds€ de
dépenses futures

← 17,5 Mds€

- Evacuation du combustible usé,
- Réception,
- Entreposage intermédiaire,
- Traitement,
- Conditionnement et entreposage des matières valorisables

(combustibles usés produits et combustible en cœur)



Provision

Gestion des combustibles usés

31/12/2024

Montants provisionnés en valeur actualisée

31/12/2024

(en millions d'euros)

Aval du cycle nucléaire	31 605
• gestion des combustibles usés	17 449
• gestion à long terme des déchets radioactifs	14 156
Déconstruction et derniers cœurs	22 216
TOTAL	53 821

Source : URD EDF 2024

Au total, **EDF a provisionné près de 32 Mds€ pour la gestion des déchets et des combustibles usés produits fin 2024 et engagés** (ceux qui seraient à produire si on arrêtait les centrales nucléaires : futurs déchets de déconstruction des réacteurs actuellement en fonctionnement et combustibles en cœur, par exemple).

A fin 2024, **EDF a également provisionné 22 Mds€ pour le démantèlement des réacteurs et la gestion du dernier cœur.**

Ces données sont publiques.

2

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique
GREENPEACE

Question n°2

Les provisions actuelles couvrent-elles vraiment les coûts futurs ? L'argent d'aujourd'hui vaut-il plus ou moins que celui de demain ?

- **Très fortes incertitudes et/ou manque de transparence** aujourd'hui sur les coûts futurs réels :
 - ◆ Coût de Cigéo : quelle crédibilité accordée aux différentes estimations ?
Qui peut croire aux 26 à 37 milliards d'€ ?
REX des dérapages des (têtes de séries) EPR.
 - ◆ Faudra-t-il une ou des extensions à Cigéo ? Pour quels coûts ?
Faudra-t-il un ou plusieurs autres Cigéo ?
 - ◆ Plan "Aval du futur" pour prolonger d'un siècle les installations à La Hague :
aucune annonce de coût sérieuse aujourd'hui
- Les coûts de GMDR évalués par EDF sur les 10 dernières années ont augmenté de **53 %** pour une inflation sur la période de 20%

Question n°2

Les provisions actuelles couvrent-elles vraiment les coûts futurs ? L'argent d'aujourd'hui vaut-il plus ou moins que celui de demain ?

→ Les coûts futurs sont-ils bien évalués ?

Exemple du démantèlement :

- ◆ EDF évalue le coût du démantèlement de son parc de réacteurs à **575 millions d'€ par GW installé** contre en moyenne **1 milliard d'€ par GW installé pour des réacteurs de même type ailleurs** en Europe ou aux Etats-Unis ([Rapport 2016](#)).
- ◆ Le **coût de démantèlement du réacteur de Brennilis** (70 MWe) est passé de **24 millions d'€** en 1985 à **850 millions d'€** en 2021, soit une progression de plus de 3 500 % !

2

Question 3

Comment veiller à la sécurisation des fonds importants dans les réflexions sur les grands projets ?

2

Brieuc PETIT COHAS

Chef du bureau des politiques publiques et des tutelles au sein de la sous-direction de l'industrie nucléaire

Direction générale de l'énergie et du climat - DGEC

Gaëlle SAQUET

Secrétaire générale

ANDRA

Jean-Michel ROMARY

Directeur de la Programmation stratégique, démantèlement et déchets
ORANO

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique

GREENPEACE

2

Brieuc PETIT COHAS

Chef du bureau des politiques publiques et des tutelles au sein de la sous-direction de l'industrie nucléaire

Direction générale de l'énergie et du climat - DGEC

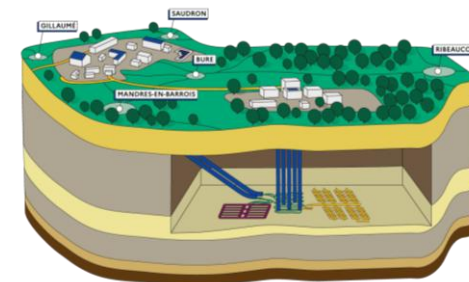
2

Gaëlle SAQUET

Secrétaire générale

ANDRA

Le financement de l'Andra



Des contrats commerciaux pour :

- l'exploitation, fermeture et surveillance des centres de stockage,
- prestations de services (études et conseils),
- valorisation du savoir-faire à l'international

~ 80 M€ en 2024

Subvention publique pour les missions d'intérêt général :

- la réalisation et publication de l'Inventaire National,
- la collecte et la prise en charge aidée d'objets radioactifs anciens,
- l'assainissement de sites pollués historiques

~ environ 3,2 M€

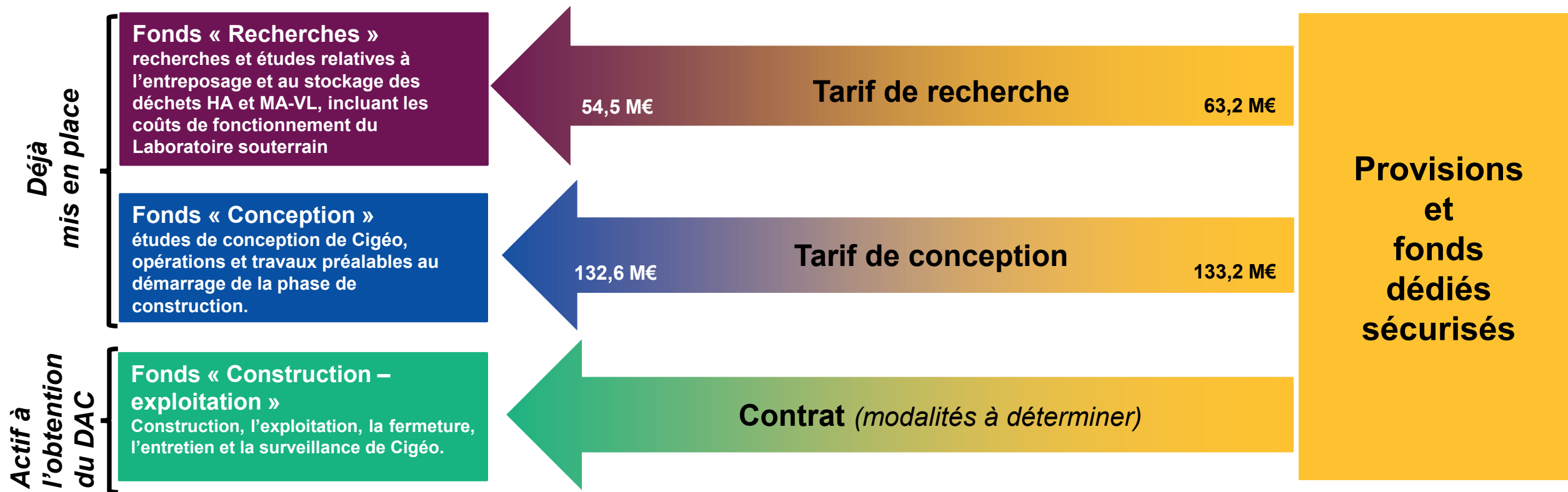
(programme 174 de la DGEC)

+ Subventions ponctuelles DGPR pour l'assainissement de sites pollués

Des ressources fiscales en provenance des producteurs pour le projet Cigéo



Le financement de Cigéo



2

Jean-Michel ROMARY

Directeur de la Programmation stratégique,
démantèlement et déchets

ORANO

Financement des projets

COMMENT VEILLER À LA SÉCURISATION DES FONDS IMPORTANTS DANS LES RÉFLEXIONS SUR LES GRANDS PROJETS ?

Projet Aval du Futur

Le projet Aval du Futur (AdF) est un investissement financé par les clients d'Orano, dont EDF.

Le futur démantèlement des installations de l'Aval du Futur (piscines, usine de retraitement, usine de fabrication de combustible MOX) sera financé par des Provisions de Fin de Cycle (PFC), suivant un mécanisme similaire aux usines du cycle actuelles.

Ces PFC seront constituées lors de la Mise en Service Actif (MSA) des différentes installations d'AdF, i.e. entre 2040 et 2055 environ.

Ces provisions seront adossées à des actifs dédiés.

Projet CIGEO

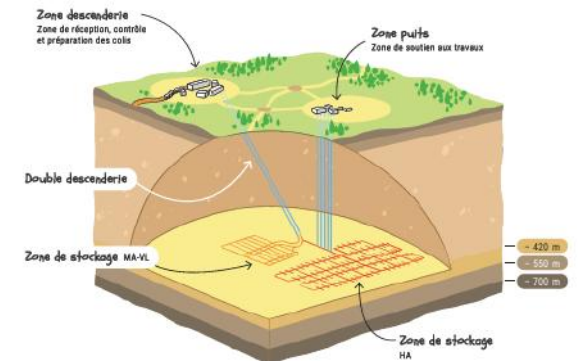
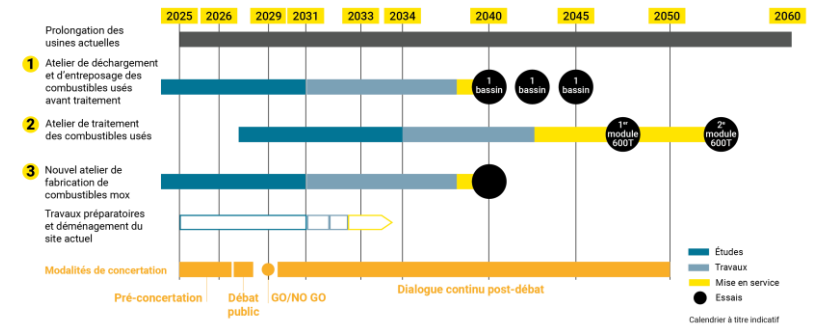
Le projet CIGEO est financé par les producteurs de déchets (EDF, CEA et Orano), avec une clé de répartition dépendant des volumes prévisionnels à stocker par les différents producteurs. La quote-part Orano est de 5%.

Ce financement fait l'objet de Provisions de Fin de Cycle (PFC).

Méthode de calcul : $[\text{volume déchets Orano produits} \times \text{coût unitaire}]$ échancé dans le temps suivant la chronique de dépenses du projet CIGEO.

À fin 2024, le montant de la PFC Orano pour le stockage CIGEO est de 873 M€*.

* Le coût global estimé de Cigéo a été arrêté en 2016 à 25 milliards d'euros (CE 2012). En mai 2025, l'Andra a remis au ministre chargé de l'Industrie et de l'Énergie un rapport portant sur la mise à jour de l'évaluation du chiffrage (entre 26 et 36 Md€ CE2012 selon les différentes hypothèses). Il est l'une des principales données d'entrée pour fixer le coût de Cigéo, qui sera arrêté par le ministre d'ici fin 2025.



2

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique
GREENPEACE

Question n°3

Comment veiller à la sécurisation des fonds importants dans les réflexions sur les grands projets ?

- **Nécessité d'avoir un coût crédible et fiable des grands projets** (type Cigéo ou renouvellement des installations à la Hague) **AVANT** de valider leur lancement.
- Nécessité de finaliser les méthodes de financements de ces projets **EN AMONT** de la validation de leur lancement.
- Pour ne pas impacter les générations futures, **il faut une approche très prudente, et donc maximaliste, sur le coût de tels projets.**

2

Question 4

Concrètement, que paie le consommateur d'électricité et plus largement le contribuable français ?

2

Henri LE MONIÈS DE SAGAZAN

Délégué Direction Ligne Projet Filières Déchets
EDF

Brieuc PETIT COHAS

Chef du bureau des politiques publiques et des tutelles au sein de la sous-direction de l'industrie nucléaire
Direction générale de l'énergie et du climat - DGEC

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique
GREENPEACE

2

Henri LE MONIÈS DE SAGAZAN

Délégué Direction Ligne Projet Filières Déchets
EDF



Débat Public PNGMDR

Concrètement, que paie le consommateur d'électricité et plus largement le contribuable français ?

Webinaire- 12 novembre 2025

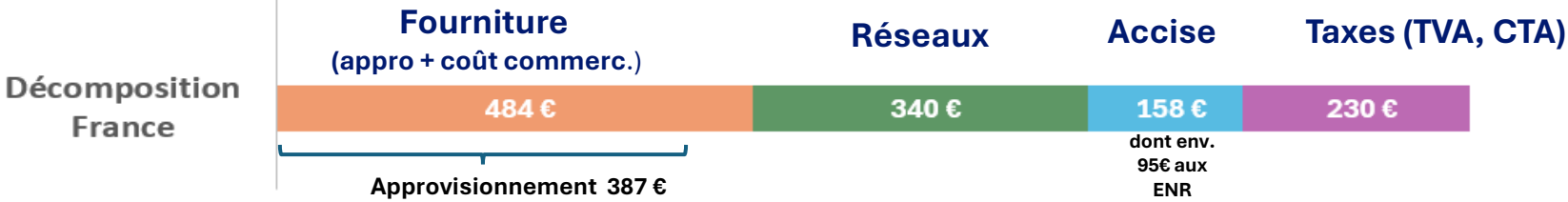
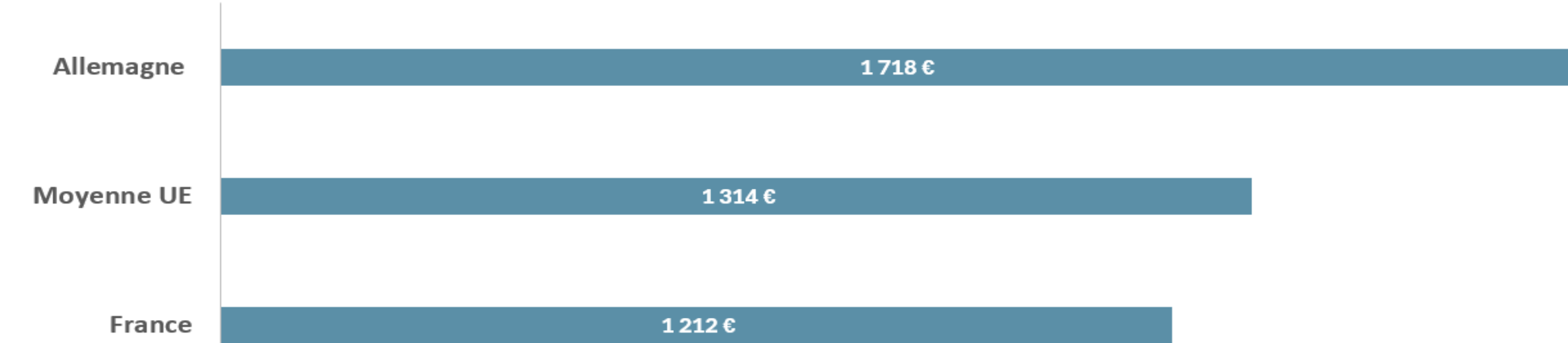




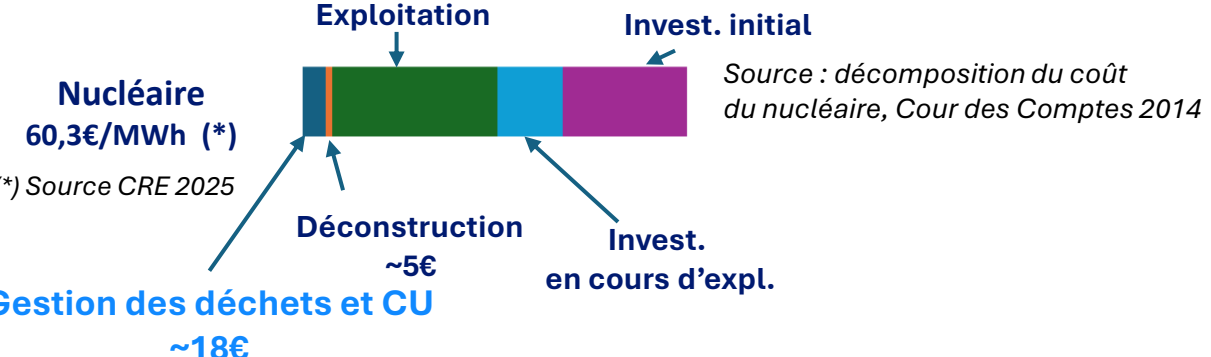
Source : Eurostat, CRE 2024

Coûts de gestion des matières et déchets radioactifs par rapport au prix du kWh

Facture annuelle d'électricité pour un ménage consommant 5 000 kWh/an



Source : décomposition du TRV, CRE 2025 + ratio 2019 appro / coûts commerciaux Estimation sur la base des anciens ratios de la CSPE



Le coût de gestion des déchets radioactifs et des combustibles usés représente entre 1 et 2 % de la facture d'électricité d'un ménage français

2

Brieuc PETIT COHAS

Chef du bureau des politiques publiques et des tutelles au sein de la sous-direction de l'industrie nucléaire

Direction générale de l'énergie et du climat - DGEC

2

Nicolas NACE

Chargé de campagne Transition énergétique
GREENPEACE

Question n°4

Concrètement, que paie le consommateur d'électricité et plus largement le contribuable français ?

- On observe des **sous-évaluations systématiques** des coûts des grands projets, de la gestion des déchets radioactifs et de la non requalification des matières qui ne seront très probablement jamais valorisées.
- Il est fort probable que cela entraîne **à l'avenir un rattrapage sur les factures d'électricité** (et/ou sur le budget de l'Etat donc sur les contribuables) qui pourrait freiner la transition énergétique et peser sur le niveau de vie des générations futures.
- D'autant plus probable au vu de **l'endettement d'EDF et de l'État.**

2

Échanges : Vos réactions, questions, points de vue

Conclusion

Les prochains rendez-vous

18/11
18h à 20h

WEBINAIRE

Webinaire - Les déchets de faible activité à vie longue (FA-VL)

EN LIGNE

25/11
18h à 20h

WEBINAIRE

Webinaire - Le projet Cigéo et la phase industrielle pilote

EN LIGNE

09/12
18h à 20h

WEBINAIRE

Webinaire - Réversibilité et travaux sur les alternatives à l'enfouissement profond

EN LIGNE

11/12
18h30 à 20h30

RÉUNION PUBLIQUE

Tribunal pour les Générations Futures

Présentiel

16/12
18h à 20h30

WEBINAIRE

La Parole aux associations

En ligne

Toutes les infos & inscription sur le site du débat :
<https://www.debatpublic.fr/gestion-matieres-et-dechets-radioactifs/agenda>

Comment participer au débat ?

Organisez votre propre débat, grâce à notre kit

Partagez vos questions, vos points de vue sur notre plateforme participative en ligne

Rédigez un cahier d'acteur (pour les personnes morales)

Suivez les travaux du groupe citoyen

Plus d'infos : <https://www.debatpublic.fr/gestion-matieres-et-dechets-radioactifs/je-participe-8179>